



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
relatif au flux spécifique en DCO des rejets sulfurisation et MAP
de la papeterie exploitée par la société AHLSTROM SPECIALTIES
sur la commune de Saint-Séverin**

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er ;

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution de la commission européenne du 26 septembre 2014 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de pâte à papier, de papier et de carton, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret portant nomination de Monsieur Jérôme HARNOIS, préfet de la Charente ;

Vu les actes préfectoraux antérieurement délivrés à la société AHLSTROM SPECIALTIES pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Séverin, lieu-dit « Usine du Marchais », dont, notamment, l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 autorisant la société AHLSTROM SPECIALTIES à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de papiers sulfurisés et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 6 décembre 2019, du 14 septembre 2020, du 2 juin 2023 et du 27 novembre 2024 ;

Vu le porter-à-connaissance (PAC) établi en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, daté du 11 septembre 2025 et transmis à l'inspection des installations classées, portant sur la modification des niveaux d'émissions associé aux MTD pour le paramètre DCO (demande chimique en oxygène) pour les rejets MAP (machine à papier) et sulfurisation ;

Vu les rapports suite à des visites de contrôle sur site et notamment celui faisant suite au contrôle diligenté *in situ* au mois de juin 2025 ;

Vu le rapport et les propositions de prescriptions de l'inspection des installations classées en date du 15 décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté, par courriel du 15 décembre 2025, à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le retour de l'exploitant du 19 décembre 2025 indiquant « *ne pas avoir de remarques* » sur le projet d'arrêté ;

Considérant que depuis 2019 (cf. article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/12/2019 susvisé), l'établissement est autorisé à un flux spécifique de 0,3 kg de DCO par tonne de papier produite ;

Considérant que dans la réalité des rejets du site, le flux mesuré spécifique (en moyenne annuelle) est de l'ordre de 2,6 kg/t pour le rejet sulfuration et 1,3 kg/t pour le rejet MAP ;

Considérant que des dépassements du flux spécifique prescrit par l'arrêté du 6 décembre 2019 susvisé au niveau des rejets liquides de l'établissement ont fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 28/11/2023 ;

Considérant que, suite à l'inspection de juin 2025, il a été demandé à l'exploitant de « *proposer une nouvelle NEA-MTD le cas échéant en justifiant en quoi elle serait applicable en regard de son process* » ;

Considérant qu'à cet effet, l'exploitant a transmis par porter à connaissance susvisé daté du 11 septembre 2025, une demande de modification de la NEA-MTD pour les rejets sus-cités et respectivement de 2 kg/t pour le rejet MAP et de 3,5 kg/t pour le rejet sulfuration ;

Considérant que les niveaux sollicités restent proches des niveaux de flux spécifique mesurés en DCO ;

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant restent en deçà de la limite prévue (NEA-MTD) par l'arrêté ministériel susvisé à l'article 5-12-VI, pour le paramètre DCO, de 5 kg/t pour la production des papiers spéciaux ;

Considérant que les modifications des limites de flux spécifiques sur le paramètre DCO, en moyenne annuelle, telles que proposées par l'exploitant, sont acceptables et permettent de répondre à la réglementation en vigueur au titre de la directive IED pour des installations de production de papiers spéciaux ;

Considérant que l'exploitant a mis en œuvre les MTD requises et applicables à son site afin de limiter le flux spécifique en DCO en application de l'arrêté du 10 septembre 2020 susvisé ;

Considérant que les nouvelles limites détaillées dans le porter à connaissance susvisé doivent être actées au travers de prescriptions techniques complémentaires ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Préfet de la Charente ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Portée de l'arrêté

La société AHLSTROM SPECIALTIES (SIRET 352 703 201 00108), dont le siège social est situé 364 Impasse Louis Champin, Zone industrielle de l'Abbaye – 38780 Pont-Evêque, dénommée « l'exploitant » dans la suite du présent arrêté, autorisée à exploiter une usine de fabrication de papiers spéciaux sur le territoire de la commune de Saint-Séverin (16390), lieu-dit « Usine du Marchais », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications portées à la connaissance du préfet, les prescriptions du présent arrêté et de celles des actes antérieurs.

Article 2 : Flux spécifique autorisé pour les rejets aqueux en sortie de station de traitement

2.1.

Les dispositions du paragraphe suivant de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2019 susvisé :

Pour chacun des paramètres ci-dessous, la charge totale maximale annuelle en polluant ne devront pas dépasser les valeurs calculées à partir des productions réelles et flux spécifiques :

- DCO : Flux an (kg) = 0,3 (kg/t) x (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- MES : Flux an (kg) = 0,7 (kg/t) x (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- Azote total : Flux an (kg) = 0,4 (kg/t) x (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- Phosphore total = Flux an (kg) : 0,04 (kg/t) x (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- AOX : Flux an (kg) = 0,05 (kg/t) x (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)

Les flux spécifiques ci-dessus proviennent du tableau 21 de la MTD 50 du BREF PP dont les conclusions sont parues le 30/09/2014.

sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour chacun des paramètres ci-dessous, la charge totale maximale annuelle en polluants ne doit pas dépasser les valeurs calculées à partir des productions réelles et des flux spécifiques :

Rejet N°1 – Sulfuration :

- DCO : Flux an (kg) = **3,5 (kg/t)** * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- MES : Flux an (kg) = 0,7 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- Azote total : Flux an (kg) = 0,4 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- Phosphore total : Flux an (kg) = 0,04 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- AOX : Flux an (kg) = 0,05 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)

Les flux spécifiques ci-dessus proviennent du tableau 21 de la MTD du BREF PP dont les conclusions susvisées sont parues le 30 septembre 2014 et de l'arrêté ministériel susvisé du 10 septembre 2020.

Rejet N°2 – MAP :

- DCO : Flux an (kg) = 2 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- MES : Flux an (kg) = 0,7 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- Azote total : Flux an (kg) = 0,4 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- Phosphore total : Flux an (kg) = 0,04 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)
- AOX : Flux an (kg) = 0,05 (kg/t) * (Production Papier + Production de papier sulfuré) (t)

Les flux spécifiques ci-dessus proviennent du tableau 21 de la MTD du BREF PP dont les conclusions susvisées sont parues le 30 septembre 2014 et de l'arrêté ministériel susvisé du 10 septembre 2020. »

2.2.

La valeur de 0,3 kg/t du flux spécifique moyen annuel en DCO figurant sur les tableaux 1 (Rejet sulfuration) et 2 (Rejet STEP MAP) de l'article 4.3.9. de l'arrêté préfectoral susvisé du 6 décembre 2019 est remplacée respectivement, par la valeur de 3,5 kg/t pour le Rejet sulfuration et par la valeur de 2,0 kg/t pour le Rejet STEP MAP.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application télé recours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Séverin et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de la commune de Saint-Séverin pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Saint-Séverin fait connaître par procès verbal adressé à la préfecture de la Charente, l'accomplissement de cette formalité ;

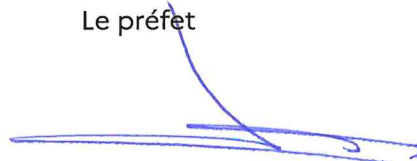
3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le préfet de la Charente, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), le maire de la commune de Saint-Séverin, ainsi que l'exploitant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le **14 JAN. 2026**

Le préfet



Jérôme HARNOIS

